

## **Tournée d'Ayotzinapa en Europe 2015**

### **À Paris les 3 et 4 mai et Marseille le 11 mai**

L'Autre Europe, 16 avril 2015. Une commission de l'École normale d'Ayotzinapa, Mexique, parcourra l'Europe entre le 16 avril et le 19 mai pour informer à la communauté européenne de la poursuite de la lutte des pères et mères de famille pour la présentation en vie des 43 étudiants normaliens disparus, malgré la persistance de l'État mexicain à considérer que ces étudiants ont été brûlés sans qu'il en apporte les preuves.

La brigade, composée d'un père de famille, d'un étudiant et d'un défenseur des droits humains, traversera 13 pays du continent européen pour participer à des réunions avec des organisations étudiantes, des collectifs, des organisations sociales et syndicales pour faire un appel à maintenir l'observation internationale sur le Mexique face à la grave crise que subissent les droits de l'homme dans ce pays et pour exiger l'arrêt des actes de répression commis par le gouvernement mexicain contre les étudiants, les pères et mères de famille des 43 étudiants normaliens et le mouvement social qui réclame la présentation en vie des disparus.

Lors des marches et des rassemblements devant les ambassades et les consulats mexicains, des prises de parole dans les universités, des rencontres avec les communautés organisées, la brigade d'Ayotzinapa partagera ce qu'ont signifié 7 mois de lutte et d'organisation face à la disparition forcée des 43 étudiants à Iguala, au Guerrero, le 26 septembre 2014.

Parmi ses objectifs, la brigade demandera à l'Europe de soutenir l'exigence des pères et des mères de famille d'ouvrir des enquêtes sur la responsabilité de l'armée mexicaine et de la police fédérale dans la disparition forcée des 43 étudiants de l'École normale rurale d'Ayotzinapa, ainsi que de mettre en évidence la responsabilité internationale des gouvernements européens dans les violations graves de droits de l'homme commises contre les étudiants normaliens, puisqu'ils ont signé des traités de collaboration avec le Mexique en matière de sécurité et de commerce, ce qui signifie la vente d'armes et la formation de la police et de l'armée mexicaine, et ce malgré que les droits de l'homme continuent d'être violés au Mexique.

De même, la délégation demandera le soutien de la société civile européenne pour renforcer le processus d'organisation de l'École normale d'Ayotzinapa, pour obtenir des garanties réelles afin que de tels événements ne se reproduisent plus, l'une des demandes centrales, après la présentation en vie des étudiants disparus, justice pour les étudiants assassinés et réparation pour les blessés. « Nous cherchons des garanties réelles pour que cela ne se reproduise plus, et nous savons que nous devons les construire nous-mêmes, avec les peuples et les communautés, avec les organisations sociales et les collectifs. Nous ne pouvons pas demander ces garanties aux mêmes institutions gouvernementales qui ont commis ces violations des Droits de l'Homme », a assuré Omar Garcia, membre du Comité étudiant d'Ayotzinapa, en préalable à la tournée.

Il a également dit : « À cette occasion, nos interlocuteurs en Europe seront les organisations sociales, les collectifs, les médias libres, la société civile organisée. Nous venons les remercier de leur soutien et insister sur la nécessité, comme communautés et sociétés d'en bas, de continuer à nous organiser pour transformer une fois pour toutes ce système de pouvoir et de corruption construit sur la dépossession, le mépris, l'exploitation et la répression contre nos peuples. Nous devons le faire ensemble, depuis nos lieux

d'origine, coordonnés et organisés. Comme les puissants ont globalisé la dépossession, nous avons le devoir sacré de globaliser la résistance, la digne rage et la joyeuse rébellion ».

A la suite, vous trouverez un florilège d'extraits des compte rendus du passage de la brigade dans les grands frimas du Nord afin de vous permettre de mieux appréhender l'esprit du passage de la délégation à Paris.

### **Extraits des échanges de paroles entre délégués et participants durant la visite a Goteburg**

La conférence testimoniale de la brigade a entendu les messages de Eleucadio, d'Omar et de Roman. Avec l'aide de traducteurs leur message au public, en espagnol et en suédois a été clair et fort. « Nous n'allons pas nous arrêter. Que ferait la Suède si on trouvait, cette semaine, 28 fosses clandestines contenant les corps de personnes inconnues ? Comment réagirait la société suédoise si sa police avait fait disparaître 43 étudiants ? Vous rendez-vous compte du vrai problème ? Le problème véritable est que ces choses sont inconcevables dans les pays du vieux continent, alors qu'au Mexique, elles semblent si normales que personne ne s'attend à ce qu'elles soient résolues. Mais nous, oui, nous espérons retrouver nos compagnons vivants » Le message d'Omar Garcia éveille les consciences des assistants.« Le gouvernement veut démontrer que nous sommes des criminels et nous avons pratiquement mérité ce qui est arrivé. Si nous ne pouvons pas rendre manifeste le problème, il ne sera jamais résolu. C'est pourquoi nous dépendons de votre appui, citoyens mexicains ou d'autres pays. Si le problème ne se voit pas, il n'existe pas. Ayotzinapa n'est pas l'unique cas de violation des droits de l'Homme et, s'il n'a pas été résolu avec de si grands appuis à l'intérieur ou à l'extérieur du Mexique, qu'advient-il des cas moins connus et soutenus ? »

Roman Hernandez a abondé dans le sens que le problème existe au niveau institutionnel pour résoudre ces cas. « Au Mexique, le gouvernement n'a pas la capacité pour résoudre ces cas et nous ne disons pas cela à la légère. Avec un budget annuel de plus de 7000 millions de pesos qui équivalent à 476 millions d'euros pour le Centre d'Investigation et de la Sûreté Nationale (CISEN) mexicain, les enquêtes sur la collusion entre les gouvernements à Guerrero et le crime organisé sont totalement dérisoires. Ce qui contraste avec le type d'enquêtes menées par le gouvernement mexicain contre la société civile qui défend et exige le respect des droits de l'Homme. Qui plus est, l'État mexicain s'est payé le luxe d'ignorer et même de mettre en doute les rapports des Nations Unies en matière des droits de l'Homme concernant les disparitions forcées, la torture généralisée et également l'impunité systématique qui existe au Mexique dans les cas de violation grave des droits de l'Homme ».

L'assistance a participé en posant des questions et en faisant des commentaires, enrichissant ainsi la discussion. Par exemple, Alberto a demandé : « Puisque la délégation venait en Europe, pourquoi n'avoir pas contacté directement les autorités de chaque pays pour obtenir leur appui ? » « Parce que, vous, citoyens, avez déjà différentes organisations qui travaillent sur ces sujets et qu'elles savent bien mieux quelles orientations sont celles des institutions gouvernementales de leur pays, quelles sont leurs priorités dans leur relation avec le Mexique et, qu'ainsi, elles nous appuient en établissant et en poursuivant ces contacts. Nous croyons à une construction des organisations par la base qui entraîne une prise de conscience chez les gens et dans les organisations de la société civile » telle fût la réponse de Roman Hernandez.

Mazieke lança la question suivante « Comment pourriez-vous développer le thème de l'impact qu'ont les relations et les traités commerciaux entre différents pays sur le cas Ayotzinapa ? En effet, certains communiqués ont souligné la contradiction entre les discours officiels et ce qui se passe réellement ? » À quoi Omar Garcia a répondu « Parfois, on dit que nous nous écartons du sujet, que nous parlons de politique et de choses dont nous ne devrions pas parler. Mais la vérité est que la communauté européenne est complice de ces crimes en établissant des traités commerciaux qui laissent de côté toute garantie du respect des droits de l'Homme au Mexique et dans les pays du tiers-monde. C'est le cas de l'Allemagne qui a introduit illégalement des armes au Mexique. Après coup, des fonctionnaires allemands se sont excusés auprès des pères de famille de l'avoir fait mais ce sont avec ces armes que sont menées ces actions violentes contre les citoyens. Le problème est qu'il n'y a pas de loi qui empêche cela. Si moi, je viens dans ton pays et je casse un carreau, il ne suffira pas que je m'excuse, la loi sera appliquée...mais là, il ne s'agit pas de carreaux cassés. Ce sont des vies qui ont été supprimées car ils n'ont pas pris la mesure des conséquences de leurs traités commerciaux et que, de plus, il n'y a pas de loi qui pourrait les punir pour ce qu'ils ont fait. Mais tout ceci fait partie du système que nous appelons capitalisme et dans lequel tous les intérêts économiques sont placés au-dessus des gens en causant des ravages dans des communautés entières. C'est pourquoi, même si ça leur déplaît nous continuerons à parler sur ces sujets car ils sont directement liés aux situations de violence qui sont notre vie de tous les jours ».

Une compa de Suède :

« Nous avons créé un lien avec les membres de la brigade » commente Ninfa Estrada de Solidaridad con Ayotznapa-Suède. « Le fait d'avoir pu entendre les membres de la brigade a noué un lien entre le public et ce qu'ils ressentent. C'est la moindre des choses. Euleucadio nous a fait part de son expérience comme père de disparu. Il nous a conté comment sa famille vit de la vente du café et que c'est comme cela qu'ils ont toujours soutenu son fils Mauricio pour qu'il poursuive ses études. Omar, un des étudiants survivant dit fortement « Ils pensaient que puisque nous étions pauvres, venant d'une région rurale, ils pouvaient nous tromper. Ils pensaient que nous étions stupides pour croire ce qu'ils nous disaient et pour accepter l'argent du gouvernement en échange de notre silence. Il n'en est pas ainsi. Ils se sont heurtés à un mur. Comment pouvaient-ils penser que nous allions cesser de rechercher nos compagnons ? Nous n'abandonnerons pas jusqu'à ce que nous les trouvions ». Roman Hernandez de Tlanchinollan, Centre des droits de l'Homme de La Montaña, a participé au travail sur le cas Ayotzinapa, « C'est une contradiction que l'État fasse disparaître ses étudiants, dans quel pays du monde a-t-on vu semblable chose ? Si l'État ne peut pas garantir le respect des droits de l'Homme à ses habitants, quel sens cela a-t-il qu'il existe ? » Les réflexions de la brigade ont résonné fort dans l'esprit des participants. Pour nombre d'entre nous une question est restée en suspens « que ferions-nous à leur place ? »

quelques commentaires lors du passage de la brigade à Helsinki

Omar: Ceux qui nous disent de nous résigner et d'accepter l'idée que nos compagnons ont été brûlés doivent savoir que cela ne sera pas comme ça, pour nous les 43 ne sont pas une cause mais une espérance de vie!

Roman : "Nous nous reconnaissons dans la société civile parce qu'elle est plus proche de nous, on voudrait qu'elle s'organise pour exiger de leur gouvernement des garanties pour un vrai respect des droits de l'homme et qu'elle se maintienne informée. Tout cela doit finir, tout cela doit changer"

Pourquoi la délégation est-elle venue à Helsinki?

Nous qui les avons écoutés, et qui avons dialogué avec eux, on sait qu'ils sont arrivés ici pour rappeler la nécessité urgente de bannir la peur, de répudier l'impunité, et d'unir nos forces pour reconstruire un pays brisé par une poignée de gens.

Ils sont venus dénoncer un État incapable de garantir le respect des droits humains les plus fondamentaux.

Ils sont venus serrer des mains, s'approcher et entamer des dialogues à l'horizontale avec ceux qui s'indignent et qui souffrent devant la violence, l'injustice et l'impunité qui règne au Mexique, en Europe et dans le monde.

(...) Ils sont venus mettre en lumière les contradictions d'un pays qui vend des certitudes aux mieux lotis alors qu'il n'y a pas de justice pour les pauvres. Ils sont venus dénoncer un état coupable mais qu'on ne met pas en jugement!

Ils sont venus regarder dans les yeux la mère de Jyri, le jeune finlandais assassiné avec Bety Carino il y'a quasi 5 ans!

(...) Ils sont venus et ils nous ont apporté dans leur regard les 43 étudiants disparus et les 6 assassinés d' Ayotzinapa, les enfants de la crèche ABC, les étudiants de Villas del Salvacar, Les 72 migrants massacrés à Tamaulipas, les paysans d'Aguas Blancas, les milliers de disparus, les dizaines de milliers de morts de la guerre contre le narcotrafic et les millions de mexicains qui vivent dans l'incertitude du lendemain: tous les ont accompagné!

Commentaires du groupe de solidarité d'Helsinki: A observer cette progressive décomposition sociale malgré cette lutte constante que beaucoup d'entre nous tentent de l'intérieur, le sentiment d'une responsabilité partagée a grandi. Les changements dans un Mexique mis en pièce par la guerre contre le narco trafic ou dans une Europe qui observe avec passivité le naufrage de milliers de gens à la recherche d'une ville meilleure ne seront possibles que s'ils se construisent depuis "en bas". Ce fut clair pour nous que l'indifférence est la plus meurtrière de toutes les balles. Ayotzinapa brille et l'Eurocaravane43 a illuminé la ville d'Helsinki à Helsinki